

	GdB	<h2>Règlement disciplinaire</h2>	<p><b>Règlement</b>          adoption : AG du 15/04/07          entrée en vigueur : 16/04/07          validité : permanente          secteur : ADM          remplace : R. disciplinaire 2005/2          nombre de pages : 4</p>
---	-----	----------------------------------	---

*5 grammes de plumes, des tonnes d'émotion*

## 1. CONTEXTE

- 1.1.1. Le présent règlement est établi en application de l'article 1-3° du décret du 7 janvier 2004 pris pour l'application de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée et conformément à l'article 1.5. des statuts de la Fédération Française de Badminton.
- 1.1.2. Il remplace le règlement 2005/2 du 8 janvier 2005 relatif à l'exercice du pouvoir disciplinaire.
- 1.1.3. Le présent règlement ne s'applique pas à l'exercice du pouvoir disciplinaire en matière de lutte contre le dopage, qui fait l'objet d'un règlement particulier.

## 2. ORGANES ET PROCEDURES DISCIPLINAIRES

### 2.1. Dispositions communes aux organes disciplinaires de première instance et d'appel

- 2.1.1. Compétence et composition
  - Il est institué :
    - un organe disciplinaire de première instance au sein de la Fédération et au sein de chaque ligue régionale ;
    - une commission fédérale d'appel, unique, au sein de la Fédération.
  - Ces organes sont investis du pouvoir disciplinaire à l'égard des associations affiliées à la fédération, des membres licenciés de ces associations et des membres licenciés de la fédération ou de ses organes territoriaux.
  - Les organes disciplinaires institués par chaque ligue sont compétents pour les affaires relevant de leur juridiction territoriale.
  - Les organes disciplinaires institués au sein de la Fédération sont compétents pour toute affaire échappant à la compétence territoriale des ligues ou pour laquelle il y a conflit de compétence entre plusieurs ligues.
  - Les questions de compétence territoriale sont tranchées, s'il y a lieu, par l'organe fédéral de première instance.
  - Chacun de ces organes se compose de cinq membres au moins choisis en raison de leurs compétences d'ordre juridique et déontologique. Tout organe disciplinaire est composé en majorité de membres n'appartenant pas aux instances dirigeantes. Le président de la Fédération ou d'une Ligue ne peut être membre d'aucun organe disciplinaire. Nul ne peut être membre de plus d'un de ces organes.
  - Les membres des organes disciplinaires ne peuvent être liés à la Fédération par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de leur adhésion.
  - La durée du mandat est fixée à quatre ans. Les membres des organes disciplinaires fédéraux et régionaux et leur président sont désignés par le comité directeur, respectivement, de la Fédération ou de la ligue.
  - En cas d'absence ou d'empêchement définitif du président de la Commission, la présidence de l'organe disciplinaire est assurée par le plus âgé des membres, jusqu'à désignation d'un nouveau président par le comité directeur compétent.
  - Lorsque l'empêchement définitif d'un membre est constaté, un nouveau membre est désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir.

#### 2.1.2. Réunion

- Les organes disciplinaires de première instance et d’appel se réunissent sur convocation de leur président ou de la personne qu’il mandate à cet effet. Chacun d’eux ne peut délibérer valablement que lorsque trois au moins de leurs membres sont présents.
- Les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne désignée par l’organe disciplinaire sur proposition de son président et qui peut ne pas appartenir à cet organe. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

#### 2.1.3. Débats

- Les débats devant les organes disciplinaires sont publics.
- Toutefois, le président peut, d’office ou à la demande d’une des parties, interdire au public l’accès de la salle pendant tout ou partie de la séance dans l’intérêt de l’ordre public ou lorsque le respect de la vie privée le justifie.

#### 2.1.4. Conflit d’intérêt

- Les membres des organes disciplinaires ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu’ils ont un intérêt direct ou indirect à l’affaire.
- À l’occasion d’une même affaire, nul ne peut siéger dans l’organe disciplinaire d’appel s’il a siégé dans l’organe disciplinaire de première instance.

#### 2.1.5. Confidentialité

- Les membres des organes disciplinaires et les secrétaires de séance sont astreints à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions.
- Toute infraction à cette disposition entraîne la cessation des fonctions du membre de l’organe disciplinaire ou du secrétaire de séance.

## 2.2. Dispositions relatives aux organes disciplinaires de première instance

#### 2.2.1. Fonctionnement

- Les poursuites disciplinaires sont engagées par le Bureau fédéral ou régional, selon la compétence territoriale.
- Il est désigné au sein de la Fédération ou de ses organes régionaux, par le président de la Fédération ou de la ligue, un représentant chargé de l’instruction des affaires disciplinaires. Toutes les affaires font l’objet d’une instruction. Les personnes désignées pour l’instruction ne peuvent avoir un intérêt direct ou indirect à l’affaire ni siéger dans les organes disciplinaires saisis de l’affaire qu’elles ont instruite.
- Elles sont astreintes à une obligation de confidentialité pour tous les faits, actes et informations dont elles ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions. Toute infraction à cette disposition est sanctionnée par le Comité Directeur compétent d’interdiction d’instruction pour une durée de 2 ans.
- Elles reçoivent délégation du président de la Fédération ou de la ligue pour toutes les correspondances relatives à l’instruction des affaires.

#### 2.2.2. Instruction

- Le représentant de la Fédération ou de la ligue chargé de l’instruction établit au vu des éléments du dossier, dans un délai de deux mois à compter de sa saisine, un rapport qu’il adresse à l’organe disciplinaire. Il n’a pas compétence pour clore de lui-même une affaire.

#### 2.2.3. Convocation

- Le licencié poursuivi et, le cas échéant, les personnes investies de l’autorité parentale sont convoqués par le Président de l’organe disciplinaire devant cet organe, par l’envoi d’un document énonçant les griefs retenus sous forme d’une lettre recommandée avec demande d’avis de réception ou par tout autre moyen permettant de faire la preuve de sa réception par le destinataire, tel qu’accusé de réception signé suite à une remise en main propre, quinze jours au moins avant la date de la séance. Lorsque la procédure disciplinaire est engagée à l’encontre d’une personne morale, son représentant statutaire est convoqué dans les mêmes conditions.
- L’intéressé ne peut être représenté que par un avocat. Il peut être assisté d’une ou plusieurs personnes de son choix. S’il ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française, il peut se faire assister d’une personne capable de traduire les débats.

- L'intéressé ou son défenseur peut consulter, avant la séance, le rapport et l'intégralité du dossier. Il peut demander que soient entendues les personnes de son choix, dont il communique le nom huit jours au moins avant la réunion de l'organe disciplinaire. Le président de ce dernier peut refuser les demandes d'audition qui paraissent abusives.
- La convocation mentionnée au premier alinéa indique à l'intéressé ses droits tels qu'ils sont définis au présent article.
- Le délai de quinze jours mentionné au premier alinéa peut être réduit à huit jours en cas d'urgence et à la demande du représentant chargé de l'instruction. En ce cas, la faculté pour le licencié ou la personne morale de demander l'audition de personnes s'exerce sans condition de délai.
- Le délai peut, à titre exceptionnel, être inférieur à huit jours, à la demande du licencié à l'encontre duquel est engagée la procédure disciplinaire dans le cas où il participe à des phases finales d'une compétition.

#### 2.2.4. Report

- Dans le cas d'urgence prévu au dernier alinéa de l'article 2.2.3. et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé.
- Dans les autres cas et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé qu'une seule fois, quarante-huit heures au plus tard avant la date de la séance. La durée du report ne peut excéder vingt jours.

#### 2.2.5. Débat

- Le représentant chargé de l'instruction présente oralement son rapport.
- Le président de l'organe disciplinaire peut faire entendre par celui-ci toute personne dont l'audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, le président en informe l'intéressé avant la séance.
- L'intéressé et, le cas échéant, ses défenseurs sont invités à prendre la parole en dernier.

#### 2.2.6. Délibération

- L'organe disciplinaire délibère à huis clos, hors de la présence de l'intéressé, de ses défenseurs, des personnes entendues à l'audience et du représentant chargé de l'instruction. Il statue par une décision motivée.
- La décision est signée par le président et le secrétaire. Elle est aussitôt notifiée par lettre adressée dans les conditions définies au premier alinéa de l'article 2.2.3.
- La notification mentionne les voies et délais d'appel.

#### 2.2.7. Délai

- L'organe disciplinaire de première instance doit se prononcer dans un délai de trois mois à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires.
- Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 2.2.4. le délai mentionné à l'alinéa précédent est prolongé d'une durée égale à celle du report.
- Faute d'avoir statué dans ces délais, l'organe disciplinaire de première instance est dessaisi et l'ensemble du dossier est transmis à l'organe disciplinaire d'appel compétent.

### 2.3. Dispositions relatives à la commission fédérale d'appel

#### 2.3.1. Exercice du droit d'appel

- La décision de l'organisme disciplinaire de première instance peut être frappée d'appel par l'intéressé ou par le président de la Fédération ou de la Ligue compétente dans un délai de 20 jours calendaires.
- Ce délai est porté à 30 jours calendaires dans le cas où le domicile du licencié ou le siège de l'association est situé hors de la métropole.
- L'exercice du droit d'appel ne peut être subordonné au versement d'une somme d'argent à la Fédération ou limité par une décision d'un organe fédéral.
- Sauf décision contraire de l'organe disciplinaire de première instance dûment motivée, l'appel est suspensif.

- Lorsque l'appel n'émane pas de la personne poursuivie, celle-ci en est aussitôt informée par l'organe disciplinaire d'appel qui indique le délai dans lequel elle peut produire ses observations.
- 2.3.2. Commission d'appel
- La commission fédérale d'appel statue en dernier ressort.
  - Elle se prononce au vu du dossier de première instance et des productions d'appel, dans le respect du principe du contradictoire.
  - Le président désigne un rapporteur qui établit un rapport exposant les faits et rappelant les conditions du déroulement de la procédure. Ce rapport est présenté oralement en séance.
  - Les dispositions des articles 2.2.3. à 2.2.6. ci-dessus sont applicables devant la commission fédérale d'appel, à l'exception du troisième alinéa de l'article 2.2.6.
- 2.3.3. Délai et aggravation de la sanction
- La commission fédérale d'appel doit se prononcer dans un délai de six mois à compter de l'engagement initial des poursuites. À défaut de décision dans ce délai, l'appelant peut saisir le Comité national olympique et sportif français aux fins de la conciliation prévue au IV de l'article 19 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984.
  - Lorsque la commission fédérale d'appel n'a été saisie que par l'intéressé, la sanction prononcée par l'organe disciplinaire de première instance ne peut être aggravée.
- 2.3.4. Notification de la décision
- La notification de la décision doit préciser les voies et délais de recours dont dispose l'intéressé.
  - La décision de la commission fédérale d'appel est publiée au bulletin de la Fédération désigné selon l'article 8.4. des statuts fédéraux. La commission fédérale d'appel ne peut faire figurer dans la publication les mentions nominatives qui pourraient porter atteinte au respect de la vie privée ou au secret médical.

### **3. SANCTIONS DISCIPLINAIRES**

#### **3.1. Sanctions**

##### 3.1.1. Sanctions applicables

Les sanctions applicables sont :

- Des pénalités sportives telles que déclassement, suspension de terrain, retrait de points... ;
- Des sanctions disciplinaires choisies parmi les mesures ci-après :
  - L'avertissement ;
  - Le blâme ;
  - La suspension de compétition ou d'exercice de fonctions ;
  - Des pénalités pécuniaires ; lorsque cette pénalité est infligée à un licencié, elle ne peut excéder le montant des amendes prévues pour les contraventions de police ;
  - Le retrait provisoire de la licence ;
  - La radiation ;
- L'inéligibilité pour une durée déterminée aux instances dirigeantes, notamment en cas de manquement grave aux règles techniques du jeu ou d'infraction à l'esprit sportif.

En cas de première sanction, la suspension de compétition peut être remplacée, avec l'accord de l'intéressé et, le cas échéant, celui de son représentant légal, ou complétée par l'accomplissement pendant une durée limitée d'activités d'intérêt général au bénéfice de la Fédération ou d'une association sportive.

##### 3.1.2. Entrée en vigueur des sanctions

L'organe disciplinaire fixe la date d'entrée en vigueur des sanctions et ses modalités d'exécution.

#### **3.2. Sursis**

- Les sanctions prévues à l'article 3.1.1. autres que l'avertissement, le blâme et la radiation, peuvent, lorsqu'elles sont prononcées à titre de première sanction, être assorties en tout ou partie d'un sursis.
- La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai de trois ans après son prononcé, l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction mentionnée à l'article 3.1.1. Toute nouvelle sanction pendant ce délai emporte révocation du sursis.

-